

La Tribune

QUOTIDIEN ■ LUNDI 11 SEPTEMBRE 1995

DESFOSSÉS

N° 24.465 - 737 ■ 7,00 F

France Télécom : la valse des chefs

■ *François Henrot a refusé vendredi la présidence de l'opérateur de télécoms.*

NOUVEAU COUP DE THÉÂTRE chez France Télécom. François Henrot, qui devait être officiellement intronisé aujourd'hui président de l'opérateur français à la place de Marcel Roulet, a refusé le poste, vendredi, pour des « *raisons personnelles* ». En fait, le discours ambigu sur le calendrier du changement de sta-

■ *A sa place, Alain Juppé a choisi Michel Bon, actuel patron de l'ANPE.*

tut tenu par le ministre François Fillon serait la raison de ce forfait. Le Premier ministre, Alain Juppé, a immédiatement proposé le nom de Michel Bon, actuel patron de l'ANPE. Une nouvelle péripétie qui complique un peu plus le dossier de l'ouverture de France Télécom.
Pages 2 et 3

France Télécom : cette fois,

- François Henrot a refusé de prendre la présidence de France Télécom, à la suite de désaccords avec François Fillon.
- Le gouvernement va donc nommer Michel Bon, actuel patron de l'ANPE, à la tête de l'opérateur de télécoms.
- Syndicats et partenaires internationaux s'interrogent sur la politique qu'entend mener le gouvernement.

O H ! DÉJÀ. » Apprenant vendredi soir la démission surprise de François Henrot, le nouveau président de France Télécom nommé il y a une semaine, le porte-parole d'un des alliés internationaux de France Télécom n'a pas pu s'empêcher de lâcher (en français) cette exclamation légèrement ironique. Mais le ton laissait aussi poindre une légère pointe d'exaspération devant le énième coup de théâtre autour de l'état-major de France Télécom.

Vendredi 8 septembre, 19 heures. Un communiqué alambiqué de François Fillon, ministre de tutelle de l'opérateur de télécommunications, annonce que « François Henrot ayant renoncé pour des raisons personnelles à prendre les fonctions de président de France Télécom, le gouvernement a décidé de proposer au conseil d'administration la nomination de Michel Bon (actuel président de l'ANPE) ». Nommé le 30 août, le patron de la Compagnie Bancaire n'aura donc tenu qu'une semaine à la tête de France Télécom.

Les possibles raisons du départ

Dans la soirée, l'entourage de François Fillon laissait entendre que ce retrait avait été provoqué par des problèmes de santé, ce que François Henrot démentait fermement. Ce qui n'empêchait pas le ministre de déclarer samedi au micro d'Europe 1 : « J'ai trop de respect pour l'homme avec ses qualités, ses forces et aussi ses faiblesses. » Avant d'ajouter : « Il a sûrement ses raisons personnelles, peut-être l'ampleur de sa tâche l'a fait réfléchir. J'aurais souhaité qu'il le fasse plus tôt. »

En fait, il semble bien que François Henrot ait arrêté sa décision en raison du non-respect par Fran-

çois Fillon des engagements pris une semaine plus tôt. Avant d'accepter la présidence de France Télécom, le président de la Compagnie Bancaire avait longuement discuté avec François Fillon, Alain Juppé et même Jacques Chirac pour déterminer le cadre de sa mission et obtenir des assurances sur sa marge de manœuvre. Laisant au gouvernement la gestion du calendrier relatif à la transformation du statut, François Henrot avait néanmoins obtenu l'assurance que le calendrier serait respecté.

Pourtant, François Fillon, en rencontrant les syndicats de France Télécom durant la semaine dernière, a indiqué que si le changement de statut était bien inéluctable, il ne se ferait qu'au moment opportun décidé par le gouvernement, remettant ainsi en cause le calendrier établi. De plus, le ministre des Technologies de l'information et de la Poste aurait assuré aux responsables syndicaux être opposé à la présentation simultanée devant le Parlement en avril 1996 du projet de loi déréglémentant les télécommunications et du projet de loi portant sur le changement de statut. Or, Alain Juppé, Premier ministre, veut lier les deux dossiers, prenant le risque d'affronter des syndicats d'autant plus déterminés que des élections professionnelles doivent avoir lieu fin octobre.

C'est cet ensemble de contradictions qui auraient donc amené François Henrot à avertir François Fillon dès jeudi soir qu'il déclina sa nomination. Vendredi matin, François Henrot rencontrait aussi le président de la République, qui avait été favorable à sa nomination, pour lui expliquer les raisons de son départ. Ce nouvel épisode déstabilise un peu plus France Télécom. Dès son arrivée au ministère des Tech-

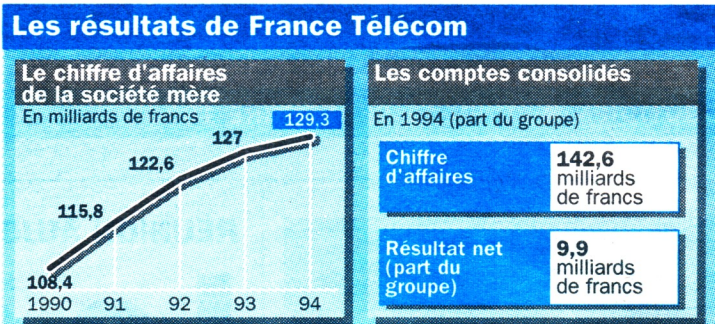
nologies de l'information, François Fillon, un proche de Philippe Séguin, n'avait pas caché son souhait de remplacer le président de France Télécom Marcel Roulet, accusé d'être le responsable du blocage de l'entreprise. Mi-juillet, François Fillon se lançait dans une grande manœuvre en tentant d'imposer Noël Forgeard, patron de Matra-Défense, à la tête de l'opérateur. Ce dernier refusait pourtant, le jour même où sa nomination devait être rendue publique, de passer chez France Télécom.

Position difficile pour Alain Juppé

De son côté, Alain Juppé, qui a choisi Michel Bon comme nouveau patron de France Télécom, se retrouve dans une position difficile. Convaincu de pouvoir passer en force chez France Télécom, le Premier ministre est confronté à un nouveau problème. Pouvant difficilement demander à François Fillon de démissionner peu après avoir « congédié » Alain Madelin, Alain Juppé se retrouve avec des syndicats qui sortent renforcés de cette nouvelle crise et plus que jamais déterminés à s'opposer à la privatisation de France Télécom.

« Le gouvernement doit maintenant calmer le jeu en arrêtant le processus de privatisation », indique ainsi Christophe Aguitton, le secrétaire général du très contestataire syndicat SUD. Une position largement partagée par les autres syndicats. De plus, depuis son passage à la tête de l'ANPE, Michel Bon inquiète les syndicats (voir portrait). Un handicap de taille alors qu'il lui faudra justement négocier avec les syndicats l'évolution du statut de l'entreprise publique.

DAVID BARROUX ET THIERRY GADAULT



Deux mois de volte-face

	11 juillet 1995	L'entourage de F. Fillon laisse entendre que Noël Forgeard (président de Matra Défense Espace) remplace Marcel Roulet à la tête de France Télécom.
	12 juillet 1995	Noël Forgeard renonce, François Fillon ferme le dossier pour l'été.
	28 août 1995	Le nom de François Henrot (Compagnie Bancaire) est officiellement évoqué.
	30 août 1995	François Fillon et Matignon annoncent le choix de François Henrot et un projet de loi sur les télécoms pour le printemps 1996.
	Debut septembre 1995	Rencontres Fillon-syndicats.
	8 septembre 1995	François Henrot renonce à la direction de FranceTélécom. Michel Bon (ANPE) est nommé à sa place.
	11 septembre 1995	Le conseil d'administration de France Télécom entérine la nomination de Michel Bon à la place de Marcel Roulet.

Les rendez-vous

24 septembre 1995	Elections professionnelles à FranceTélécom.
Printemps 1996	Projet de loi sur les télécoms dans un cadre concurrentiel.
1^{er} janvier 1998	Libéralisation totale du secteur des télécoms en Europe.

Photo : P. Ricard/Gamma/D.R.

Desfossés

Commentaire

France Télécom, Air France : sauvez le patrimoine...

« Il y a ceux qui aiment déclarer l'air de la réforme à l'extérieur, comme Alain Madelin. Moi, je la vis de l'intérieur et je sais quel rythme adopter », s'est plu à déclarer, ce week-end, Alain Juppé, pour répondre aux propos tenus le matin même par son ancien ministre. On aimerait dire : cessez ces diatribes de chefs et sauvez le patrimoine national plutôt que de mettre le feu partout en voulant réformer rapidement un jour, puis en changeant de rythme un autre.

En nommant le mercredi untel pour que le jeudi un ministre le court-circuite en voulant imposer « sa » méthode aux syndicats.

Tout se passe comme si la France était sous l'influence d'un mauvais coup de sirocco qui chauffe les têtes et en-

JACQUES JUBLIN

flamme les esprits. Messieurs les responsables, Messieurs les ministres, Messieurs les syndicalistes, qu'il s'agisse de France Télécom, d'Air France, actuellement sur la sellette, comme de bien d'autres entreprises publiques, pensez aux potentiels industriels, économique et humain que représentent ces cathédrales gaulliennes construites avec force capitaux d'Etat durant des décennies.

Elles font partie des forces vives du pays, de son rayonnement international. C'est pourquoi il faut tout faire pour dépasser les querelles de doctrine et moderniser, en évitant que le capital public ne s'évapore sous la flamme maladroite de politiques ou de syndicalistes aveugles.

Michel Bon, ENA, Essec et volontiers provocateur

Directe et brutale, la réaction des représentants des salariés de l'ANPE quand ils ont appris le départ de leur patron pour la présidence de France Télécom : un « ouf » de soulagement de voir partir cet homme avec lequel ils ont passé deux ans à ferrailer et à s'affronter sur tout : déclarations publiques, réorganisations internes, opposition sur la notion de service public...

Il est sûr que Michel Bon, cinquante-deux ans, même une carrière atypique, aux rebondissements variés. Diplômé de Sciences po et de l'Essec, il a également fait l'ENA, dans la même promotion que Jean-Paul Huchon ou Jean-Claude Trichet. Inspecteur des Finances, il suit la filière bancaire publique (Crédit National, Crédit Agricole) avant de passer au privé. Séducteur et parlant bien, il se révèle en fait au grand-public avec son entrée chez Carrefour, comme directeur général adjoint, en 1985. Il en prend la présidence en 1990.

Mais deux ans plus tard, il paye les premiers effets de la crise sur le groupe de distribution encore largement familial. Lui souhaite encore pousser les feux de la croissance. Voir l'opération Euromarché. L'actionnaire pense à ses intérêts. Après avoir bâti un projet avorté de quotidien indépendant (NEA), il est nommé en août 1993 à la direction générale de l'ANPE. Son nom avait déjà été évoqué pour remplacer Michel Roulet, d'abord par Gérard Longuet, puis par José Rossi, ministres de tutelle successifs de France Télécom.

Agitateur d'idées – ses interventions lors d'une réunion de la Fondation de France en octobre 1994 lui vaudront les foudres du Mrap –, Michel Bon a une liberté de ton parfois provocatrice dont il devra user avec parcimonie s'il ne veut pas vivre une guerre de tranchées avec des syndicats qui l'attendent déjà de pied ferme.

CH. D.

François Henrot devrait retourner dans le groupe Paribas

François Henrot est toujours président du directoire de la Compagnie Bancaire. Il doit d'ailleurs être présent ce matin au comité de direction hebdomadaire pour organiser la pasation des pouvoirs. Son remplacement à la tête du groupe financier par Bernard Müller ne doit intervenir que mercredi après-midi.

Le conseil de surveillance est convoqué à cette date pour entériner le changement de président.

Que fera François Henrot maintenant ? On peut penser qu'André Levy-Lang, président de Paribas, compte tenu des liens étroits qu'il entretient avec François Henrot, ne manquera pas de lui proposer de revenir dans le groupe de la rue d'Antin.

PERSONNELLES »

c'est Bon...

« Un événement désagréable et déstabilisant »

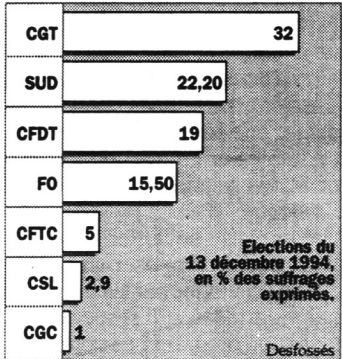
- La valse des « dirigeants » à France Télécom détourne l'opérateur de ses priorités
- Changement de statut et alliances internationales exigent un Etat-actionnaire déterminé.

LA DÉMISSION de François Henrot est un événement désagréable et déstabilisant pour France Télécom », reconnaissait François Fillon, ministre des Technologies de l'information et de la Poste, interviewé samedi sur Europe 1. Le véritable cafouillage auquel a donné lieu la gestion du dossier France Télécom est en effet catastrophique pour l'entreprise publique à plus d'un titre.

● **La perte de crédibilité** : François Fillon, le ministre de tutelle de France Télécom, s'est décrédibilisé aux yeux de tous les proches du dossier en ne pouvant éviter depuis juillet toute une série de faux pas. Ses atermoiements, ses revirements brouillent les cartes. Matignon, qui, à la suite du premier couac de l'été (le vrai-faux limogeage de Marcel Roulet), avait décidé de s'impliquer davantage dans le dossier, est tout aussi fragilisé. Michel Bon apparaît plus, et ce quelles que soient ses qualités, comme le recours d'un appareil politique à court d'inspiration et obligé d'agir dans l'urgence. « Ce montage ne tiendra pas », estime même un syndicaliste.

● **Le difficile changement de statut** : « Le discours de François Fillon sur le changement de statut varie en fonction de ses interlocuteurs »,

France Télécom : le résultat des élections professionnelles



explique un proche du dossier. Ce double langage affaiblit d'emblée la position de Michel Bon, qui trouvera face à lui des syndicats déterminés, d'autant que des élections du personnel sont programmées pour le 24 octobre et que tous devraient rivaliser de surenchères pour séduire les 155.000 salariés de l'entreprise. Dans ces conditions, le débat autour du changement de statut – dont l'opérateur ne pourra faire l'économie à moyen terme – risque de se transformer en véritable bras de fer.

● **Les alliances internationales fragilisées** : Placée au cœur de la stratégie de Marcel Roulet, l'ancien

président de France Télécom, l'internationalisation ne peut se faire sans un minimum de stabilité à la tête de l'opérateur public. Les alliances avec Deutsche Telekom (Atlas) et avec l'américain Sprint (Phoenix) sont actuellement soumises aux autorités de régulation de Bruxelles et de Washington. Dès vendredi prochain, la Commission européenne doit se pencher sur la version remaniée du projet Atlas. Elle aura face à elle un opérateur français qui aura du mal à défendre un projet d'alliance sur lequel la Commission s'est montré jusqu'à très critique.

Les partenaires étrangers de France Télécom restent incrédules face aux dernières péripéties. Sans aller jusqu'à remettre ouvertement en cause leur rapprochement avec France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint commencent à montrer des signes d'énervement. En effet cette perte de temps et de crédibilité les affecte par ricochet. « Il n'y a que l'Etat pour se comporter en actionnaire aussi irresponsable, lâche un analyste. Imaginez que la société soit cotée. Le titre aurait dû être suspendu depuis le mois de juillet. » La crédibilité internationale de France Télécom fait ainsi les frais de ces rebondissements successifs.

D. B. ET TH. G.

Entreprises publiques : la réforme rendue plus délicate

- Pour les syndicats et les dirigeants des entreprises de service public, France Télécom est une vitrine
- L'affaire Henrot risque de bloquer les tentatives pour faire évoluer leur statut.

SI LES SALARIÉS des entreprises publiques ou nationalisées et leurs dirigeants souhaitaient un signal clair quant aux intentions réformatrices du gouvernement, ils l'ont. Les premiers viennent de gagner une manche avant même que le bras de fer ait été engagé avec les pouvoirs publics. Quant aux dirigeants d'EDF, de GDF, des Arsenaux, d'Air France et autre Renault, ils savent aussi à quoi s'en tenir : s'ils ont la volonté de faire évoluer leur entreprise, le soutien des pouvoirs publics ne leur est pas forcément acquis d'avance. Ainsi, l'affaire Henrot risque de rendre plus délicate la position de Louis Schweitzer, le patron de Renault, lors du comité central d'entreprise qui doit se tenir aujourd'hui alors que la CGT et la CFTD ont déjà manifesté leur hostilité à la deuxième phase de privatisation. Quant à Christian Blanc, le PDG d'Air France, il pourrait avoir désormais un peu plus de mal en core à convaincre stewarts et hôtesse du bien-fondé d'une refonte de leurs statuts.

Car France Télécom, c'est la vi-

trine. Celle qui doit, notamment, éclairer la notion de « service public à la française » et servir d'exemple. Une fois le statut de l'opérateur public banalisé, les autres entreprises du service public, EDF et GDF notamment, pourraient plus facilement suivre en s'infiltrant dans la brèche ainsi ouverte. Il leur faudra attendre au-delà de 1998 selon François Fillon. Sauf à voir Alain Juppé mettre son poids de Premier ministre dans la balance.

Une paix sociale qui exaspère Bruxelles

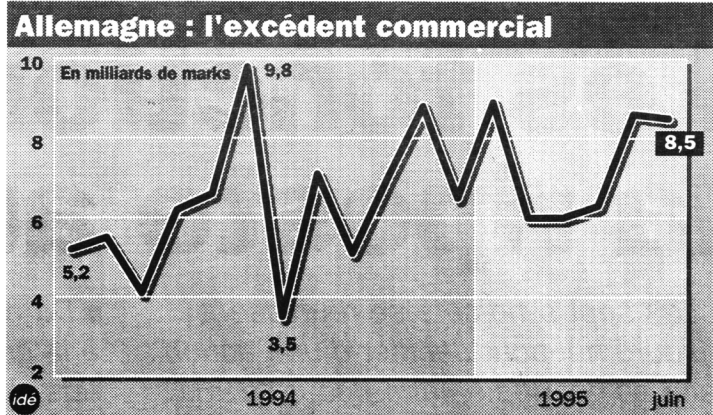
Car la question reste de savoir ce que le gouvernement veut faire de ses entreprises publiques. Dans le courant de l'été, François Ailleret, le directeur général d'EDF, profitant d'un certain flottement gouvernemental concernant le départ de Gilles Ménage et son remplacement par Edmond Alphandéry à la présidence de l'entreprise, avait tenté de sonder les intentions gouvernementales quant à l'avenir d'EDF et d'obtenir des engagements. Peine perdue. Qu'il s'agisse de la réforme du

statut de l'entreprise publique ou de la révision de la loi de 1946, le directeur général d'EDF en fut pour ses frais. Pour Yves Galland, le ministre de l'Industrie, ces questions et surtout leurs réponses pouvaient attendre. A Matignon, Alain Juppé aurait choisi de botter en touche en faisant savoir que son interlocuteur, pour tous ces problèmes, serait le futur président d'EDF. Pour sa part Loïk Le Floch Prigent, le PDG de Gaz de France qui s'est clairement déclaré favorable à l'ouverture du capital de GDF, citant même les noms du norvégien Statoil et du russe Gazprom comme partenaires possibles, ce qui entraînerait de facto une réforme du statut de l'entreprise, n'a obtenu à ce jour aucune réponse de ses tutelles.

En refusant les réformes, le gouvernement achète peut-être la paix sociale. Mais il exaspère – un peu plus à mesure que le temps passe – Bruxelles et nos partenaires européens. Au risque de se voir imposer par les technocrates européens ces changements qu'il se refuse à opérer.

ELISABETH ROCHARD

INDICES



Allemagne : excédent commercial de 8,5 milliards de marks en juin

L'Allemagne a enregistré un excédent commercial de 8,5 milliards de marks en juin, selon le chiffre provisoire publié vendredi par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden, après un solde positif de 8,6 milliards de marks en mai. En juin, les exportations allemandes ont atteint 63 milliards de marks, tandis que le montant des importations s'établissait à 54,5 milliards. Sur les six premiers mois de l'année, l'excédent allemand s'élève à 45,2 milliards contre 38,3 sur la même période de l'année précédente. L'Allemagne continue à exporter plus qu'elle n'importe,


a commenté Klaus Schrufer, analyste à la banque BFG et ce, en dépit du renchérissement du mark. Et la situation va encore s'améliorer selon lui, grâce à la remontée du dollar depuis le mois d'août. Il note que, par rapport à janvier, la valeur du mark aux autres monnaies avait grimpé de 6 % en mars-avril et, maintenant, elle affiche 2 % seulement de plus qu'en janvier. Ce qui compte, c'est que la conjoncture mondiale continue de se développer, affirme Klaus Schrufer. Pour l'ensemble de 1995, il prévoit un excédent commercial de 85 milliards de marks.

● **SUÈDE**. Le taux de chômage en Suède s'est établi en août à 8 % de la population active en baisse par rapport au taux de 8,3 % enregistré en juillet, a annoncé vendredi l'Office national des statistiques suédois. La Suède comptait 356.000 chômeurs en août, contre 376.000 en juillet. En août 1994, la Suède avait recensé 383.000 chômeurs, soit 8,8 % de la population active. Le nombre de chômeurs de longue durée a diminué de 23.000 personnes sur un an pour s'établir à 122.000 en août.

en hausse comparé à la période correspondante de 1994.

● **SUISSE**. Le taux de chômage suisse est resté stable à 4 % en août par rapport à juillet et en baisse de 0,5 % par rapport à un an plus tôt, a annoncé vendredi le gouvernement. Le nombre de sans-emploi est tombé à 145.726 en août contre 146.104 en juillet.

● **ITALIE**. Les ventes au détail ont augmenté en Italie de 7,8 % au mois de mai, en variations annuelles, accentuant encore la tendance positive des mois précédents en ce qui concerne la reprise de la consommation, a annoncé vendredi l'Institut national italien des statistiques. Ce résultat est le meilleur de l'année en cours, face aux 6,9 % d'avril et au 1,9 % de mars. Sur la période janvier-mai, l'accroissement a été de 5,3 % par rapport à la même période de l'an dernier.



Abonnez-vous

Je souhaite m'abonner à La Tribune Desfossés pour :
☐ 6 mois au prix de 1.220 F* ☐ 1 an au prix de 2.335 F*

Merci de m'adresser chaque matin mon exemplaire de La Tribune Desfossés au nom et à l'adresse professionnelle que je vous indique ci-dessous :

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom : Prénom :
Société : Fonction :
Adresse professionnelle :
Ville : Tél :

☐ Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de La Tribune Desfossés
☐ Je réglerai à réception de facture

Bulletin à renvoyer à : La Tribune Desfossés, Service Abonnements
42-46, rue Notre-Dame-des-Victoires - 75080 Paris Cedex 02

*Tarif France métropolitaine. Pour l'étranger nous consulter.
Le prix de votre abonnement peut être pris en compte dans les frais généraux.

Pour tout renseignement complémentaire et pour envoi à l'étranger, appelez le :
05 13 23 33 (Numéro Vert)

TD951